

CHRONIQUE

SOUTENANCE DE THESE DE JEAN-MARIE GUILLON La Résistance dans le Var, Essai d'histoire politique

Le vendredi 3 février 1989 après-midi, s'est déroulée dans la Salle des Professeurs de l'Université de Provence la soutenance de thèse pour l'obtention du doctorat d'Etat de M. Jean-Marie Guillon, devant un jury composé de MM. les professeurs Maurice Agulhon, président, Emile Temime, rapporteur, François Bedarida, Gérard Chastagnaret, Philippe Joutard et Yves Rinaudo.

J.-M. Guillon explique d'abord les hésitations qui ont été les siennes avant d'entreprendre ce travail, du fait des passions suscitées par le sujet, de la charge polémique qu'il contient, de la fragilité des tentatives de synthèse. Il indique ses buts essentiels, qui ont été de faire le point sur le sujet, de façon monographique, d'apporter une contribution à l'histoire de la Résistance en Provence, souvent dévalorisée à partir d'a-priori anti-méridionaux, et de dégager des traits généraux pour permettre des comparaisons avec d'autres recherches locales. Dans cette optique, le cadre départemental n'est pas une fin en soi, mais le Var est un observatoire privilégié, dans un Midi Rouge particulièrement favorisé dans l'historiographie pour les siècles précédents. D'autre part, l'auteur a cherché à ne pas tomber dans l'hagiographie, et à considérer la Résistance comme un objet d'histoire ordinaire, même si cette attitude ne peut être qu'artificielle. Enfin, il a tenu à avoir une vision « d'en bas » de la Résistance, à partir du vécu des hommes et non des directions et des organigrammes reconstitués après-coup ; cette optique n'empêchant pas, au contraire, une analyse politique.

Le travail suit la chronologie des faits, d'abord parce qu'elle restait à établir, ensuite parce que la Résistance est un mouvement, qui se construit progressivement, de juin 1940 à la Libération, enfin parce que cette chronologie n'est pas celle de l'histoire générale (ainsi, l'occupation de la zone dite libre est une coupure moins importante que le retour de Laval ou l'instauration du S.T.O.). Dans ce cadre chronologique, l'histoire de la Résistance est insérée dans une histoire de l'opinion, avec toutes ses contradictions, puisqu'un maréchalisme massif coexiste souvent avec une non moins massive hostilité à la collaboration.

D'autre part, il n'est pas question d'étudier LA Résistance, mais LES Résistances. Il n'y a pas d'unité, mais un polycentrisme, des courants qui, souvent, ne se rejoignent qu'après la Libération, avec trois ensembles rivaux, en dehors de la période exceptionnelle d'unité du printemps 1943 : les Mouvements Unis de la Résistance, socialogaullistes dans le département, hégémoniques avant 1943, puis la Résistance communiste

et celle des militaires de carrière. Les tensions s'aggravent à la veille du débarquement, avec de fortes divergences sur les stratégies à mettre en œuvre. Les débarquements du 6 juin et du 15 août sont par ailleurs l'occasion de réévaluer le rôle joué alors par la Résistance, rôle sous-évalué par la tradition alors que Marseille, Toulon et Nice se sont insurgées avant l'arrivée des troupes alliées.

Enfin, le travail ne s'arrête pas à la Libération. D'abord, pendant un an, les pouvoirs de fait sont dans le prolongement de la Résistance, avec une unité rétablie comme par miracle, au-delà des luttes internes, en vue d'un retour général à l'ordre et de la résorption des poches d'illégalité. Ensuite, dans cette période naissent les légendes, noire et dorée, débouchant sur des mythes, opposant éthique et politique, mouvements de Résistance et partis politiques, et aboutissant au légendaire de la Résistance trahie, d'où une « mémoire » tout à la fois divisée et unique. Enfin, la Résistance s'inscrit dans un temps long, en tant que porteuse d'avenir, mais aussi qu'héritière d'un passé, inscrite dans la tradition républicaine, la tradition de 1789, comme le rappelait Lucien Febvre.

Après cette présentation, tous les membres du jury, dans leurs interventions, ont fait l'éloge du travail présenté, souligné les qualités démontrées par J.M. Guillon, sa sympathie, au sens fort, pour son sujet, mais aussi son objectivité scientifique, l'étendue de ses recherches et de ses dépouillements, la solidité de la mise en œuvre de la documentation, la qualité et la finesse des analyses, la simplicité, la clarté et l'agrément de l'écriture. On souligne aussi le mérite qu'il y a eu à produire un tel travail tout en enseignant, et la lourdeur des sacrifices familiaux acceptés. Le mot « admiration » échappe même au président du Jury.

E. Temime, rapporteur, insiste sur la nouveauté apportée par l'histoire « d'en-bas » par rapport à une histoire « d'en-haut » qui tend à reconstituer, voire à reconstruire, l'histoire, en substituant des organigrammes trop parfaits à la réalité. Il insiste également sur l'intérêt de l'histoire de la Résistance dans un département du Midi Rouge, lequel est, en fait, peu étudié de ce point de vue, sur les oppositions entre la côte, les villes, et l'intérieur, le monde rural, et sur le fait que des villages très « rouges » de l'intérieur ont pu être relativement passifs du point de vue de la Résistance. Il regrette que la période 1940-1942, où la Résistance se forge, se prépare, ait été relativement peu développée, s'étonne de voir l'anglophilie donnée pour majoritaire dans la société villageoise, pose le problème des engagements tardifs, qui peuvent s'expliquer par une longue absence de contacts avec des réseaux organisés mais peuvent aussi conduire à s'interroger sur le rôle de l'opportunisme. L'intervention s'achève par ces mots : « c'est un très grand travail que vous avez fait et je vous remercie de l'avoir fait ».

J.-M. Guillon reconnaît avoir passé relativement rapidement sur la période 1940-1942 : la Résistance, individuelle puis collectives (protestations de ménagères...) est alors encore inorganisée. Il confirme que toutes les sources convergent pour indiquer une anglophilie aussi massive que surprenante, à lier à un Var intérieur socialiste, qui peut être maréchaliste, mais est nettement anti-allemand, traditionnellement méfiant envers les États-Unis et l'Union soviétique, tourné vers l'Angleterre, contrairement au monde du littoral, influencé par la marine de guerre anglophobe. Enfin, il s'est consciemment refusé à entrer dans la problématique de l'opportunisme politique.

F. Bedarida souligne que J.-M. Guillon est correspondant de l'I.H.T.P. Très élogieux, il déplore que le titre de la thèse soit trop modeste, et que l'étude paraisse se limiter au strict domaine politique, ce qui n'est pas le cas ; P. Joutard et M. Agulhon reprendront cette critique, qui est d'ailleurs un compliment. F. Bedarida insiste d'autre part sur l'honneur comme ressort et référence de l'attitude des premiers Résistants, sur

l'aspect caritatif de la Résistance : entraide, secours aux victimes et à leurs familles, protection des réfugiés juifs, sur le rôle le clergé. Il souligne que le fait qu'une activité ne soit pas repérée par la police n'implique pas son inexistence, car il existe des milieux très fermés qui ne peuvent être surveillés de l'intérieur ; il souhaiterait d'autre part que soit élaboré un modèle, un idéaltype de la Résistance à partir du travail effectué, et se demande si l'efficacité de la Résistance n'a pas été plus moral et psychologique que proprement militaire. Ces réserves faites, il conclut sur l'apport considérable à l'histoire de France constitué par le présent travail.

J.M. Guillon explique avoir insisté sur l'aspect militaire de l'action de la Résistance en Provence dans la mesure où celui-ci a été souvent minimisé, par rapport par exemple à l'activité de la Résistance en Normandie. Pour ce qui est de l'Eglise, il souligne que c'est, dans le Var, le monde des femmes, peu concernées par la Résistance, et, en ce qui concerne les réseaux d'entraide, dit leur quasi-inexistence, et l'absence du Var dans les histoires de la Résistance juive.

G. Chastagnaret, jouant les profanes, dit lui aussi son admiration pour le travail effectué, fait des remarques sur la longueur excessive des paragraphes, rend hommage au travail de recherche puis de critique des sources, à l'inscription du temps court dans un temps long fait de permanences et de résurgences, et aboutissant à une réunification des mémoires en 1958, ou plutôt dès 1954 ; il rend également hommage au refus de l'abstraction et de la désincarnation, et note une réévaluation de l'esprit public et de la Résistance, par rapport à Paxton ou à Amouroux. Il s'inquiète cependant d'une insistance sur le pétainisme des instituteurs varois, d'une certaine réticence à leur accorder le « bénéfice du doute », ainsi que d'une plus grande sévérité pour le MUR (présentés comme plus « politiciens » que le PCF et la mouvance communiste).

J.-M. Guillon explique avoir voulu aller contre la vulgate attribuant un rôle éminent et précoce aux instituteurs, en insistant sur leur adhésion au maréchalisme encore en 1941, le phénomène étant d'ailleurs tout à fait général, mais il ne méconnaît pas, bien au contraire, leur rôle dans la Résistance... Il défend par ailleurs la réalité d'une différence entre les cadres SFIO, intéressés par le problème de la conquête du pouvoir, et les jeunes FTP, sans passé politique dans l'avant-guerre, plus idéalistes, plus millénaristes, même si l'appareil communiste, lui, a ses objectifs politiques propres...

Y. Rinaudo s'associe à l'éloge général, pose le problème de la xénophobie et des rapports avec les Italiens, qui s'améliorent en 1943, mais deviennent très durs au moment de la Libération, pour s'améliorer de nouveau très vite après. Il pose également le problème du monde paysan local, et de son imperméabilité relative tant au dorgérisme et au vichysme qu'au communisme : il insiste à ce propos sur l'attitude de certains groupes sociaux, avec un glissement des médecins de la gauche vers la droite ou l'extrême droite, avec un blocage des gendarmes devant le passage à l'illégalité, mais surtout avec le problème de l'attentisme paysan dans des pays « rouges », attribuables à la difficulté d'intégrer, dans la sociabilité traditionnelle, les réseaux de Résistance, « étrangers » au village. Il suggère également que la tradition républicaine, légaliste, est un obstacle à la Résistance. Cela dit, les distances n'ont pas été infranchissables. Dans un troisième temps, Y. Rinaudo fait le compte des héritages que l'on retrouve dans la Résistance, comportements archaïques avec le banditisme social, les charivaris, la résurgence des troubles frumentaires, puis la tradition républicaine « historique », avec les références à 1789, à 1792, à 1851, à Marianne, aux enterrements, occasion de manifestation sous les monarchies censitaires, enfin, troisième strate, plus délicate à cerner, le politique proprement dit, ressenti comme tel. Enfin, est posé le problème du pouvoir, de l'échec final de l'insertion de la Résistance, comme d'ailleurs de Vichy, dans les structures

locales traditionnelles, pour lesquelles l'une et l'autre sont des corps étrangers.

J.-M. Guillon commente ces remarques, qui reprennent et systématisent ses propres notations, tout en indiquant que même dans un monde clos comme la cellule communale, les maquis trouvent assez vite un réseau de sympathies.

P. Joutard approuve l'analyse sur la faible portée du facteur religieux dans le département, insiste particulièrement sur la remise en cause documentée des lieux communs, sur la qualité de la conclusion, sur celle du style, qui permet de lire agréablement les 900 pages de la thèse. Il suggère que cette thèse soit prolongée par une enquête sur la fabrication du légendaire de la Résistance. Il s'interroge sur les dénonciations, dont J.-M. Guillon a trouvé peu de traces dans le département, et qui semblent, ici, relever en partie de la légende noire.

M. Agulhon, président du jury, reprend les éloges de ses prédécesseurs, insiste sur l'ampleur de la recherche, qui en fait une monographie modèle et qui excède largement ce qui est annoncé par le titre : on a là un essai d'histoire politique totale ou complète, qui étend le sujet au-delà des organisations et des luttes, vers l'étude de l'opinion, des attitudes (la thèse indique que la Résistance a réussi parce qu'elle a pu se dégager des simples attitudes de refus ou de fronde, mais celles-ci sont à son origine), qui l'étend aussi vers l'aval, en direction de la IV^e République commençante et de la mémoire. Il souligne le thème de la régression, de la remontée du passé, des mentalités, qui montre que l'histoire politique bénéficie, par exemple, de tout ce qui vient de l'ethnologie ; malgré le travail énorme représenté par sa recherche, et malgré ses obligations professionnelles et familiales, l'auteur a trouvé le temps de se tenir au courant des nouvelles thématiques susceptibles de venir enrichir l'érudition, et de les intégrer. M. Agulhon parle aussi du souci qu'a eu l'auteur de rendre justice à tous, y compris aux ouvriers de la onzième heure, aux engagés d'août 1944, en notant que le caractère tardif de leur participation à la Résistance n'en a pas empêché d'être tués tout autant que les autres, chose rarement dite, mais juste ; il parle enfin de l'impartialité manifestée, de la capacité de traiter de la Résistance avec amour et admiration, mais sans excès ni emphase, de la volonté, à l'intérieur même de la Résistance, de tenir la balance égale entre les différents courants, malgré une tendance, déjà soulignée, à juger avec plus de sévérité les cadres S.F.I.O. : cette tendance est peu de choses au regard de la qualité de l'ensemble : tout étant dit, le lecteur peut forger lui-même son propre jugement. Rendant une dernière fois hommage au travail accompli, il souhaite que sa diffusion ne soit pas handicapée par le cadre départemental qui a été choisi, qui permet de fouiller profondément dans les faits, mais qui peut susciter les réticences d'éditeurs, face auxquels il convient de rappeler que le Var a une importance nationale, à la fois comme cadre du débarquement de Provence, et comme exemple de la France méridionale, bien spécifique, politisée et de gauche.

Après cette intervention, que J.M. Guillon met trop modestement sur le compte de l'indulgence de M. Agulhon, le jury, après une très brève délibération, confirme l'unanimité dans l'éloge qu'il a manifestée pendant tout l'après-midi en proclamant, à l'unanimité, Jean-Marie Guillon docteur d'Etat ès Lettres et Sciences Humaines, avec la mention Très Honorable.

Eric VIAL